

Notice de confidentialité s’appliquant aux personnes contactant Force Femmes

Mise à jour le 19/10/2023

Cette Notice de confidentialité s’adresse à vous, en votre qualité de requérant(e) d’une demande auprès de l’Association Force Femmes.

Elle est rédigée dans le but de vous décrire et de vous informer des traitements pouvant être réalisés sur vos données à caractère personnel.

1. Quelle est l’entité responsable de traitement au sens du RGPD ?

Force Femmes, association loi 1901 enregistrée à l’INSEE sous le numéro SIREN 491061230 et dont l’établissement principal est situé 30 rue Baron 75017 Paris (ci-après désigné par « *Nous* ») est le responsable du traitement des données à caractère personnel collectées et traitées dans le cadre du traitement de votre candidature, conformément aux lois et règlements applicables en matière de confidentialité des données notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 dit « *Règlement Général sur la Protection des Données* » et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « *Loi informatique et libertés* » telle que modifiée (ensemble ci-après dénommées « *RGPD* »).

Pour toute question relative à cette Notice et/ou aux traitements de vos données personnelles, vous êtes invitée à contacter la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de Force Femmes :

- Par courriel à l’adresse dpo@forcefemmes.com
- Par voie postale à l’adresse Force Femmes – DPO – 30 rue Baron 75017 Paris

2. Quelles sont les données personnelles que Nous traitons, sur quelles bases légales ces traitements sont-ils fondés, quelles sont les finalités qu’ils remplissent et pendant combien de temps les données sont-elles conservées ?

Finalité(s)	Données traitées	Base(s) légale(s)	Durée de conservation en base active	Durée de conservation en base intermédiaire
Gestion et traitement de votre demande d’information	<p>Obligatoires :</p> <p>Données d’identification, données de contact, votre statut, l’antenne régionale de Force Femmes vous concernant, l’objet de votre question, votre message, vos échanges avec Force Femmes</p> <p>Facultatifs :</p> <p>données professionnelles, adresse postale</p>	L’intérêt légitime de Force Femmes	Jusqu’au complet traitement de votre demande d’information	La prescription légale applicable à votre demande.
Traitement et la gestion de l’exercice de vos droits	Données d’identification, données de contact,	Respect d’une obligation légale	6 ans (article 8 du code de procédure pénale)	

	données des échanges		
--	----------------------	--	--

3. D'où viennent vos données personnelles ?

Nous ne traitons que les données personnelles que **vous Nous communiquez** dans le cadre des finalités de traitement susmentionnées.

4. A qui vos données sont-elles communiquées ?

Seules les personnes habilitées et déterminées mentionnées ci-dessous pourront avoir accès à vos données:

- Le personnel et les bénévoles habilités de Force Femmes,
- Le prestataire de fourniture de service courriel utilisé par Force Femmes,
- Le prestataire d'hébergement du formulaire,
- La DPO externalisée de Force Femmes (dans le cadre de la gestion de l'exercice de vos droits),
- Les juridictions concernées, médiateurs, experts-comptables, commissaires aux comptes, avocats, huissiers, sociétés de recouvrement de créances.

Vos données ne sont communiquées à aucune autre personne que celles mentionnées ci-dessus.

5. Où sont stockées vos données et sont-elles transférées en dehors de l'UE ?

Nous nous engageons à faire nos meilleurs efforts pour ne pas transférer vos données en dehors de l'Espace Économique Européen.

Toutefois, Nous vous prions de noter que certains de nos prestataires peuvent être amenés à transférer vos données en dehors de l'Espace Économique Européen, notamment vers les Etats-Unis. Dans ce cas, des garanties appropriées reposant notamment sur l'implémentation du Data Privacy Framework ou de la dernière version en date des "Clauses Contractuelles Types" publiée par la Commission Européenne sont mises en place afin d'assurer la protection de vos données personnelles.

6. Quelles sont les mesures mises en place afin d'assurer l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité de vos données ?

Nous et nos éventuels sous-traitants nous engageons à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité de nos traitements de données à caractère personnelle et la confidentialité de vos données, en application de la Loi informatique et Libertés et du RGPD et de la loi n°2018-133 du 26 février 2018 « portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité ».

A ce titre, Nous prenons les précautions utiles, au regard de la nature de vos données et des risques présentés par leurs traitements, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès (protection physique des locaux, procédé d'authentification avec accès personnel et sécurisé via des identifiants et mots de passe confidentiels, chiffrement de certaines données, ...).

En cas d'incident lié à la sécurité, Nous vous informerons en temps utile et par tout moyen que nous jugerons comme étant approprié, des informations de base et des risques liés à l'incident, des mesures que nous avons prises ou que nous allons prendre, ainsi que des suggestions sur la manière de réduire vous-même les risques.

7. Quels sont vos droits ?

a. Droits d'accès, d'effacement et de rectification

Conformément à la Loi Informatique et Libertés, ainsi qu'au RGPD, vous disposez du droit d'obtenir la communication et, le cas échéant, la rectification ou l'effacement des données vous concernant, en vous adressant à :

- **adresse de courrier électronique** : dpo@forcefemmes.com
- **adresse de courrier postal** : Force Femmes – DPO – 30 rue Baron 75017 Paris

Nous disposons d'un délai d'un (1) mois pour répondre à tout exercice de droit que vous nous formulerez. Nous vous prions de noter que ce délai peut être prolongé de deux (2) conformément aux dispositions de l'Article 12.3 du RGPD.

b. Droit d'opposition

Conformément à l'Article 21 du RGPD, vous disposez de la possibilité de vous opposer, pour des motifs légitimes, à figurer dans un fichier, et pouvez refuser sans avoir à vous justifier, que les données qui vous concernent soient utilisées à des fins de prospection caritative.

En outre, vous disposez de la possibilité de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, aux traitements énumérés à l'Article 21 du RGPD.

c. Droit à la limitation du traitement

Conformément à l'Article 18 du RGPD, il vous est rappelé que vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos données personnelles, entendue comme le gel de l'utilisation de vos données. Vous avez le droit d'obtenir la limitation du traitement de vos données personnelles, dans les cas suivants :

- Pendant la durée de vérification que Nous mettons en œuvre, lorsque vous contestez l'exactitude de vos données à caractère personnel ;
- Lorsque le traitement de ces données est illicite, et que vous souhaitez limiter ce traitement plutôt que supprimer vos données ;
- Lorsque Nous n'avons plus besoin de vos données personnelles, mais que vous souhaitez leur conservation pour exercer vos droits ; et
- Pendant la période de vérification des motifs légitimes, lorsque vous vous êtes opposés au traitement de vos données personnelles.

Vous pouvez exercer ce droit en Nous contactant aux adresses mentionnées à l'Article 7.a).

d. Droit à la vie privée après votre décès

Vous avez le droit de définir des instructions concernant le stockage, la suppression ou la communication de vos données à caractère personnel après votre décès en Nous contactant aux adresses mentionnées à l'Article 7.a).

e. Droit d'introduire une réclamation devant une autorité de contrôle

Vous êtes également informé(e) que vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle compétente, (la Commission Nationale Informatique et Libertés pour la France), dans l'Etat membre dans lequel se trouve votre résidence habituelle, votre lieu de travail ou le lieu où la violation de vos droits aurait été commise, si vous considérez que le traitement de vos données à caractère personnel objet de la présente Notice constitue une violation des textes applicables. Vous pouvez trouver l'autorité de contrôle compétente pour votre pays en cliquant sur [ici](#).

Pour la France, l'autorité de contrôle compétente sera la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés et vos droits pourront être exercés en contactant cet organisme à l'adresse: 3 place de Fontenoy, 75007, Paris ou en appelant le 01.53.73.22.22.

Ce recours pourra être exercé sans préjudice de tout autre recours devant une juridiction administrative ou juridictionnelle. En effet, vous disposez également d'un droit à un recours administratif ou juridictionnel effectif si vous considérez que traitement de vos données à caractère personnel objet de la présente Notice constitue une violation des textes applicables.

Pour mieux connaître vos droits, vous pouvez également consulter le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, accessible à l'adresse suivante : <https://cnil.fr>

8. Quelles sont les conditions de modifications de cette Notice ?

Nous Nous réservons le droit, à notre seule discrétion, de modifier à tout moment la présente Notice, en totalité ou en partie.